La grande bouffe

Tribune – Edito – Ndimby A. – 29/09/10

La magistrature vient de se mettre en grève. Motif : une histoire de sous. Ceux qui espéraient que cette grève serait un sursaut d'honneur du Syndicat des Magistrats de Madagascar (SMM) pour protester contre l'actuelle instrumentalisation et politisation de la Justice, attendront le prochain train, qui ne sera certainement pas le TGV. Car apparemment, pour le SMM un simple communiqué suffit pour lutter au nom de l'indépendance de la Justice : il est illusoire d'attendre des juges qu'ils fassent la grève pour si peu ! Tandis que leur motivation enclenche le turbo dès qu'il s'agit de la bonne santé de leurs comptes en banque.

Foyers de haute tension

D'ailleurs, la grève de la magistrature n'est qu'un des foyers de haute tension qui s'allument depuis un certain temps, souvent pour la même raison : des revendications de salaires ou d'indemnités non satisfaites. S'il est vrai que le gros des fonctionnaires n'a pas encore de problèmes de paiement de solde à ce jour, ce n'est plus le cas dans certains milieux, comme à l'Université ou dans certaines catégories du personnel de l'État. De plus, comme ce coup d'État a ouvert la boite de Pandore et fait croire à tout le monde que chacun pouvait se servir impunément, non seulement on revendique pour se voir payer ce qui est dû, ce qui est légitime, mais aussi pour en augmenter le montant. Résultat : les demandes d'augmentation fleurissent, la HAT est perturbée, et moi je me marre.

C'est le festin, mais pas pour tous

Depuis la manne de Wisco que la Présidence de la Haute autorité de transition (HAT) s'apprête à manger sinon boire de façon goulue, la Transition annonce de grandes œuvres : salles de concerts, terrains de sports, et aussi quelques hôpitaux. Cela donne l'impression que l'argent commence à fleurir sur les arbres (de palissandre ou bois de rose ?). C'est sûr que quand on voit le parc automobile à Antananarivo depuis le début de cette Transition, on se dit que la crise n'est pas pour tout le monde, et on peut comprendre que beaucoup veulent participer à l'orgie. Si le Bianco ou le Samifin voulaient ou pouvaient s'occuper utilement, ils pourraient s'intéresser aux comptes bancaires ou à certaines acquisitions immobilières des gens liés directement ou indirectement à ce pouvoir hâtif. Et il est incroyable que toutes les sommes qui circulent en espèces dans le pays n'encouragent pas les services concernés à se poser des questions. Incompétence, impuissance ou complicité ?

Il est vrai qu'à Madagascar, même une loi aussi sacrée que la Constitution peut être bafouée allègrement. Quelle importance peut alors avoir le principe « d'enrichissement sans cause » inscrit dans le Code Pénal, qui depuis près de deux ans n'est utilisé que pour intimider et emprisonner opposants, journalistes et pseudo-poseurs de bombe artisanale. Pendant ce temps, les bandits gambadent dans la nature : de quoi se demander si le ministère concerné est celui de la sécurité ou de l'insécurité publique… Mais quel que soit le nom du ministère, au vu de son incapacité à juguler la criminalité galopante, le ministre actuel est certainement le plus incompétent de toute l'histoire de la police dans le monde entier.

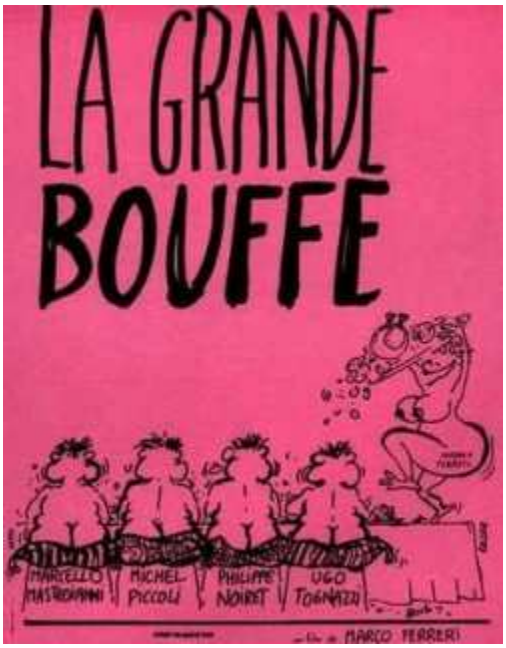
Les paroles sans les actes

Chaque jour qui passe démontre de plus en plus le grand écart entre les promesses faites sur la Place de la Démocratie (sic et lol) ou la Place du 13-Mai d'une part, et la situation actuelle d'autre part. De Janvier 2009 à Septembre 2010, la situation a empiré sur tous les plans : économie, démocratie, droits de l'homme, corruption, sécurité etc. Et le pire, c'est qu'il n'y a plus aucune balise qui soit fonctionnelle, que ce soit au niveau de la Loi ou de ceux qui sont chargés de l'appliquer ou de la faire respecter. Les abus, les dérapages et les excès semblent maintenant faire partie de la vie quotidienne ; et les vautours mettent le pays en coupe réglée. Quant aux règles, aux normes et à la Loi, ils font partie du décor. Personne ne demande des comptes à qui que ce soit, et la bonne gouvernance n'est là que pour embellir les discours. La majorité consent car elle ne dit mot, pendant que l'opposition réfléchit sur le seul cheval de bataille qu'elle a trouvé

depuis 18 mois : *« avereno ny Dadanay »*. Aucun garde-fou ne fonctionne, pourtant ce ne sont pas les gens à enfermer qui manquent. Que ce soit à Antanimora ou à Anjanamasina. Et quand je regarde ce qui a été reproché à l'ancien Président, et que je fais le bilan de la situation actuelle, je me dis qu'à coté des sangsues actuelles, Marc Ravalomanana était un enfant de cœur.

On notera avec amusement que le nouveau projet de Constitution place dans son article 6 l'amour (Fitiavana) dans la devise de la IVème République. Quand l'un a mis son bulletin de vote sur les billets de banque, l'autre se précipite pour inscrire le leitmotiv de l'association de sa femme dans la Constitution. Au nom du changement.

Maintenant, tout se déroule sur fond de mensonges tous aussi éhontés les uns que les autres, pour faire semblant de vouloir le changement. Les griots continuent à nourrir le peuple et la presse de fadaises et de fariboles. Il parait que tout va bien. Il parait que la reconnaissance internationale est pour bientôt. Il parait que le gouvernement a pris à bras le corps la question du bois de rose. Il parait que Madagascar se débrouille mieux depuis que les bailleurs de fonds nous snobent. Il parait qu'il y a une opération coup de poing contre les bandits. Il parait que la Conférence nationale était consensuelle et inclusive. Etc., etc.



D'ailleurs, le Pasteur Ramino Paul, le grand manie-tout de cette ratsirahonanerie que sont les *raiamandreny mijoro*, a déclaré à la clôture de la Conférence nationale que ladite conférence avait déjà porté ses fruits vis à vis de la reconnaissance internationale : grâce à elle, Andry Rajoelina aurait été invité à assister à l'Assemblée générale des Nations unies à New-York. Je me demande pourquoi Ramino Paul se sent-il obligé de dire de telles énormités cousues de fil blanc. Créer un lien entre la Conférence nationale d'une part, l'invitation du Grand Hâtif par les Nations unies d'autre part, et la reconnaissance internationale en ligne de mire, n'est qu'une affabulation. Du moins au stade actuel.

Parlons tout d'abord de la Conférence nationale. Le contexte de l'organisation, le boycott par la véritable opposition, le retrait de la Coordination nationale des organisations de la société civile (CNOSC), le surbooking et les divers dérapages ont fait que la communauté internationale sait très bien qu'elle est d'une crédibilité discutable.

Ensuite, l'envoi d'invitation à Andry Rajoelina s'est fait de manière quasi-mécanique, comme elle est faite chaque année envers tous les chefs d'État. Parler de reconnaissance à cause de cette invitation, c'est faire comme si la présence pendant les sessions de l'Assemblée générale de Mahmoud Ahmadinejad sur le sol américain, pouvait être interprétée comme un dégel des relations entre les Etats-Unis et l'Iran, ou comme si la participation de Nikita Khrouchtchev, de Fidel Castro ou de Léonid Brejnev aux réunions de l'ONU à New-York avait signifié la fin de la guerre froide. Du fait du statut de l'ONU qui se veut un antre de paix, il y a une pseudo-trêve pendant les sessions de l'Assemblée générale, et tous ceux qui se retrouvent à la tête d'un État, que ce soit par élection, par héritage, par coup d'État ou par assassinat, se retrouvent automatiquement invités par une lettre personnelle du Secrétaire général, sauf condamnation par un des tribunaux de l'ONU.

On notera d'ailleurs que même l'année dernière, Andry Rajoelina avait déjà été invité, par le biais du même processus mécanique. À moins que l'invitation de septembre 2009 n'avait été faite par Ban Ki Moon en prévision de la Conférence nationale de Septembre 2010 ! D'ailleurs, il semble que la lettre d'invitation de 2010 avait été lancée bien avant que la Conférence nationale ait eu lieu, et créer un lien entre les deux évènements relève d'un procédé fort curieux de la part du Pasteur Ramino Paul, fort respectable sauf quand il accepte de faire la marionnette du Panoramix à tête d'Astérix en matière de droit constitutionnel.

Propagande un jour, propagande toujours

Maintenant, la dernière trouvaille des griots hâtifs est de pérorer sur une abstention volontaire de prise de parole à la tribune au cours de cette Assemblée générale de l'ONU : Madagascar aurait refusé de parler devant la SADC. En fait, avertie que les pays de la SADC se préparaient à réitérer leur coup de l'année dernière pour empêcher la prise de parole du représentant de Madagascar, et impuissante à faire échouer la

stratégie du groupe régional, la délégation de la Grande ile a préféré appliquer la maxime : *« si un combat ne peut être gagné, évite-le »*. Cela pourrait passer pour un comportement de sagesse, s'il n'avait été gâché par cette tentative ridicule et maladroite de transformer cet aveu d'impuissance face à la SADC comme une preuve de force stratégique. Comme si un gringalet soulard se permettait de raconter au comptoir de bar : *« je ne voulais pas ridiculiser le champion du monde de karaté, donc je ne lui ai pas mis mon poing dans la figure lorsque je l'ai croisé dans la rue »*.

Je me suis aussi beaucoup amusé en apprenant la mésaventure des juristes Joël Andriantsimbazovina et Patrick Rajoelina, écartés du Comité Consultatif Constitutionnel faute de budget pour les faire venir. Malgré toute mon amitié et mon estime pour le Professeur Andriantsimabzovina, mon point de vue est le suivant : cela leur apprendra à nourrir l'utopie de penser que le régime actuel peut produire quoi que ce soit de positif.

Mais finalement, on peut se demander pourquoi chercher encore à dénoncer tout cela, alors qu'un éditorial a autant d'efficacité que Don Quichotte devant les moulins. Heureusement que la lecture du fameux texte écrit par le pasteur allemand Martin Niemöller, arrêté par les nazis en 1937, rappelle à l'ordre cette fameuse majorité silencieuse.

« Quand ils sont venus chercher les communistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas communiste. Quand ils sont venus chercher les Juifs, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas Juif. Quand ils sont venus chercher les syndicalistes, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas syndicaliste. Quand ils sont venus chercher les catholiques, je n'ai pas protesté parce que je ne suis pas catholique. Et lorsqu'ils sont venus me chercher, il n'y avait plus personne pour protester ».

Source : http://www.madagascar-tribune.com/La-grande-bouffe,14792.html